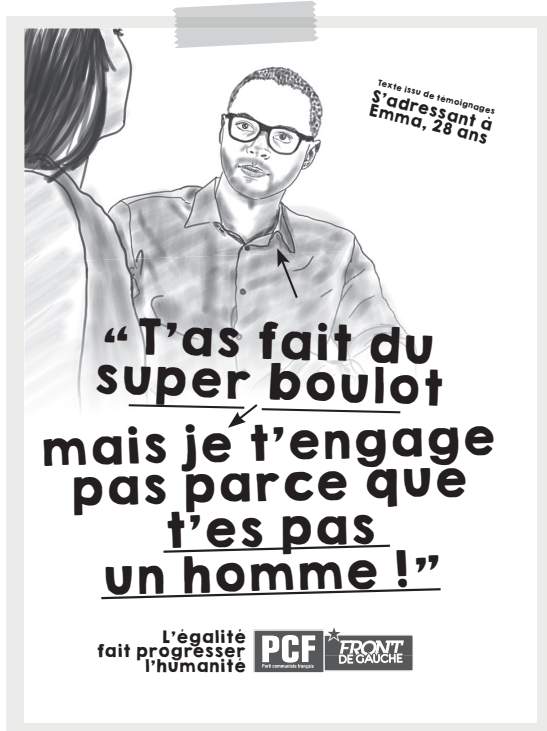


Soyons libres et égales

Nous, les femmes, sommes la moitié de l'humanité et pourtant nous sommes toujours considérées comme des mineures qu'il faut accompagner, diriger, voire soumettre, en allant jusqu'à nous imposer des codes vestimentaires.



Un gâchis terrible

C'est une injustice quotidienne, et un gâchis terrible.

Nous sommes impliquées dans notre travail, nous y sommes compétentes et créatives. En nous maintenant au bas de l'échelle, on prive le pays de cet apport et on l'empêche d'avancer. **Selon l'OCDE, si l'égalité était parfaite entre femmes et hommes, la croissance économique française bénéficierait d'une augmentation de 9,4% d'ici à 2020.**

Nous nous battons pour en finir avec les agressions tristement banales dans la rue, dans le métro ou en famille. Lorsque les pouvoirs publics ne nous y aident pas, c'est l'ensemble de la société que l'on condamne à l'insécurité et à la violence. Nous aspirons à pouvoir profiter de notre vie de famille sans étouffer sous les journées impossibles, sans renoncer à notre carrière, sans assumer seules les tâches du quotidien.

Tant que l'égalité n'aura pas conquis les foyers, chacune et chacun vivra avec son lot de moments gâchés, d'amertume, de regrets. Dans ce domaine, comme dans tous les domaines, nous voulons maîtriser nos choix de vie : nous marier ou pas, avec un homme ou avec une femme, avoir des enfants ou pas...

Toutes les pressions et tous les obstacles qui nous en empêchent renvoient la promesse de liberté inscrite sur le fronton de nos mairies à un mot vide de sens.

La réalité : la droite et l'extrême-droite sont contre les femmes

Ils sont nombreux à vouloir nous en empêcher. Nous sommes moins bien payées, on nous ferme la porte de nombreux métiers et de nombreuses responsabilités. Nous rencontrons l'indifférence lorsqu'on affronte le harcèlement, les coups, les viols. Nous sacrifions nos projets pour nous occuper des enfants ou de la maison parce qu'un compagnon ne prend pas sa part et parce que les services publics sont défaillants.

Derrière leurs beaux discours, la droite et son extrême veulent aggraver ces attaques. Selon François Fillon, nous ne devrions pas avoir droit à l'interruption volontaire de grossesse. Selon Marine Le Pen et le Front National, il faut nous renvoyer à la maison pour faire des enfants pour la Nation. Et Marion Maréchal-Le Pen va même jusqu'à préconiser le non remboursement de l'avortement !

Est-ce la société que nous souhaitons ?

Nous voulons une société d'égalité et de liberté

Nombreuses sont nos luttes qui, au cours des siècles, ont permis de conquérir des droits qui, non seulement, ont amélioré la vie des femmes mais fait progresser la société tout entière. L'espace ouvert par la laïcité a permis de faire reculer les intégrismes, mais il est aujourd'hui dévoyé et instrumentalisé. Il ne faut pas lâcher ces combats, et notamment lors de l'élection présidentielle et des législatives.

L'égalité salariale entre les femmes et les hommes doit s'imposer, maintenant, dans toutes les entreprises et dans tous les métiers. L'interruption volontaire de grossesse est un droit fondamental, qui doit à ce titre être inscrit dans la Constitution, afin de mettre un coup d'arrêt définitif à ceux qui voudraient nous en priver. La justice et la police doivent être au service des femmes pour en finir avec toutes les violences sexistes, les injures, le harcèlement, les coups, les viols.

Pour faire avancer et faire gagner ces revendications, nous vous invitons à voter pour Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle, et pour les candidat-e-s soutenu-e-s par le Parti Communiste Français aux élections législatives.

Unies et solidaires, l'égalité femmes-hommes est possible maintenant !



La France en commun

Nos propositions pour changer la vie quotidienne

1. Pour le partage des pouvoirs

Tant que nous ne serons pas représentés à égalité dans les institutions démocratiques, dans les collectivités territoriales, au Parlement ou au Conseil des ministres, la politique du pays sera décidée sans nous et, le plus souvent, contre nous.

Notre première mesure : création d'un Ministère pour les droits des femmes avec un budget dédié multiplié par 10 et les moyens d'une véritable approche intégrée de l'égalité femmes- hommes dans tous les ministères.

2. Pour la fin des violences faites aux femmes

Les violences faites aux femmes sont quotidiennes et elles peuvent arriver n'importe où, de la part de proches comme d'inconnus : au travail, dans la rue ou en famille. Il faut les éradiquer pour pouvoir vivre sereinement et librement.

Notre première mesure : vote d'une loi-cadre contre les violences faites aux femmes

3. Pour l'éducation à l'égalité de la crèche à l'université

Les inégalités, les violences et les stéréotypes s'enseignent aux enfants dès leur plus jeune âge et imprègnent l'ensemble de leurs parcours scolaires. Gagner l'égalité filles- garçons, c'est gagner l'égalité femmes-hommes !

Notre première mesure : enseignement mixte et égalitaire dans tous les parcours scolaires et universitaires.

4. Pour l'égalité professionnelle

Nous sommes moins bien payées, avec moins de possibilités d'évolution de carrière et des contrats moins sécurisés... Au point que l'inégalité salariale entre les femmes et les hommes est de 27% en moyenne. Chacun-e doit être reconnu-e et respecté-e dans son travail !

Notre première mesure : plan de rattrapage immédiat de tous les salaires et de toutes les retraites des femmes, revalorisation et réelle mixité des métiers.

5. Mon corps, mon droit

Notre corps nous appartient : personne d'autre ne doit pouvoir décider de nos rapports sexuels ni si nous porterons un enfant ou non. Les femmes doivent être libres de disposer de leur corps, partout et tout le temps !

Notre première mesure : inscription du droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution afin qu'il ne puisse plus être remis en cause.

Nous devons être libres de notre orientation sexuelle.

Égalité des droits entre les lesbiennes, les gays, les Trans et les hétérosexuel-le-s.

6. Egalité des droits

Les femmes immigrées qui n'ont pas la nationalité française sont doublement discriminées parce que femmes et nées ailleurs.

Notre première mesure : statut autonome pour les femmes étrangères.

Retrouvez notre programme « La France en commun » en vente 2 € auprès des militant-e-s



PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, UN PARTI LIBRE POUR CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE

Je souhaite être informé-e des initiatives du PCF

Je décide d'être membre du Parti communiste français

Je verse € (chèque à l'ordre de : Association de financement du PCF)

Nom et prénom

Adresse

À renvoyer à PCF - 2, place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

